

01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquants	7
05 Actualités du RAEMH et du réseau Caritas	10



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Migrations transnationales

Selon Frontex, le [nombre de franchissements irréguliers des frontières de l'UE a diminué de 27 %](#) au cours des quatre premiers mois de 2025, notamment la route des Canaries (-34%). La [route de la Méditerranée centrale essentiellement depuis la Libye, redevient le principal axe migratoire vers l'Europe](#). Selon l'OIM, les [Bangladais représentent désormais la première nationalité](#) à partir des côtes libyenne, loin devant les Erythréens et les Pakistanais. Pour éviter le renforcement des contrôles en Mauritanie et au Sénégal suite aux accords récents passés avec l'UE, les [départs de pirogues vers les Canaries se font désormais de plus en plus depuis la Guinée](#) ainsi que la [Guinée Bissau](#). Selon le Département de sécurité nationale espagnol (DSN), les [départs depuis la Mauritanie](#) ont été les plus nombreux en 2024 (25 081, suivis de 13 217 du Maroc et de 12 038 d'Algérie). Aussi, les statistiques du HCR faisant état des arrivées par la mer consultables [ici](#).

Ethiopie : les départs d'Ethiopie sont de plus en plus nombreux, notamment vers [l'Afrique du Sud](#), mais aussi [l'Arabie saoudite](#), les personnes empruntant des routes extrêmement longues et dangereuses.

Manche : pour la première fois, ce sont [les personnes en provenance d'Erythrée qui composent la principale nationalité](#) parmi les personnes atteignant les côtes britanniques. Le nombre cumulé d'arrivées par petites embarcations en 2025 s'élève désormais à un total provisoire de 13 573, soit 37 % de plus qu'à la même période l'année dernière.



Rapport du Mixed Migration Center (MMC), « [Vies en transit : les routes migratoires en Afrique de l'Ouest](#) », qui a pour objectif de fournir un aperçu détaillé des mouvements migratoires internationaux des jeunes et des accompagnant·e·s d'enfants en Afrique de l'Ouest.



Rapport de Médecins Sans Frontières, "[Inhumain. La torture le long de la route migratoire méditerranéenne et le soutien aux survivants dans un système fragile](#)" détaille les tortures subies par les migrants sur la route méditerranéenne vers l'Europe.



Rapport « [Tendances mondiales](#) » du HCR, présente les principales tendances statistiques sur les déplacements forcés. Il inclut les dernières statistiques officielles sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés internes et les apatrides, ainsi que le nombre de réfugiés rentrés chez eux. En 2024, plus de 120 millions de personnes dans le monde ont été contraintes de fuir leur foyer à cause des conflits et des violences, 60% d'entre elles restent leur propre pays.

Afrique/Russie : En manque de main-d'œuvre, la Russie cherche à [attirer des jeunes africaines pour participer à l'assemblage de drones kamikazes dans le contexte de la guerre contre l'Ukraine](#). Leur promettant formation professionnelle et salaire avantageux, aucune mention n'est faite à la nature de l'emploi qui les attend.

Etats-Unis : la nouvelle « loi sur les grands transferts » du président Donald Trump, qui prévoit une taxe de 3,5 % sur les transferts de fonds effectués par les non-citoyens hors des États-Unis, impactera fortement les remises à destination de l'Afrique. Selon la Fondation Mo Ibrahim, les [coûts de transaction augmenteront à 9 % ou plus du montant transféré](#), en particulier pour les personnes qui envoient et reçoivent de petits montants.

Déplacements forcés



[Rapport conjoint de l'Observatoire des situations de déplacement interne \(IDMC\) et du Conseil norvégien pour les réfugiés \(NRC\)](#) qui fait état de 83,4 millions de personnes déplacées internes dans le monde, une hausse de 50% au cours des six dernières années. Près de 90% de ces déplacements forcés sont dus aux violences et aux conflits. Le Soudan compte le plus grand nombre de ces personnes jamais enregistré dans un seul pays

Soudan: [des bombardements imputés aux paramilitaires FSR sur un camp de déplacés](#) en périphérie d'El Facher, dans la région du Darfour ont fait au moins 14 morts.

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Mauritanie/Sénégal: après la vague d'expulsion de ces derniers mois, [signature de deux accords migratoires](#) (l'un sur la lutte contre l'immigration irrégulière, l'autre sur les conditions de séjour), les deux pays s'engageant "à lever tout obstacle à la libre circulation des ressortissants" de chacun des deux pays.

Italie/UE: dans le cadre d'un sommet à Rome, Giorgia Meloni a fait la [promotion du Plan Mattei](#), qui vise à soutenir les économies africaines pour limiter l'émigration venant d'Afrique, tout en y étendant l'influence de l'Italie. Cette initiative, soutenue par Ursula von der Leyen, a été bien accueillie par les dirigeants, même si du côté africain, on souligne que les investissements ne sont pas le seul levier, rappelant le poids de la dette. Pour certaines voix de la société civile, les investissements du « plan Mattei » pourraient servir avant tout les intérêts des « grandes entreprises de l'industrie italienne des combustibles fossiles »

UE: le [Danemark, qui prendra la tête de l'UE](#) pour les 6 prochains mois, a annoncé 2 priorités dans le champ des migrations : l'externalisation des demandes d'asile et la restriction de la portée des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

Aussi, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la signature de l'accord de Schengen, le Conseil de l'UE s'est engagé à adopter une [approche plus stricte en matière de migration](#). D'ailleurs, sous impulsions de l'Italie, neuf dirigeants européens ont adressé une [lettre ouverte appelant à repenser la manière dont la Convention européenne des droits de l'Homme est interprétée, en particulier sur les migrations](#). Plusieurs pays européens ont été condamnés ces dernières années par la justice européenne sur des affaires liées à l'immigration. De nombreuses ONG ont réagi.

Surveillance, refoulement

Mauritanie/Sénégal: Entre janvier et avril 2025, la [Mauritanie a intercepté plus de 30 000 personnes](#), et démantelé 88 réseaux de passeurs.

1 Les arrestations se multiplient, des contrôles sont menés dans les grandes villes et sur les autoroutes. Une fois arrêtés, les exilés sont

emmenés dans des centres de rétention avant d'être expulsés.

Côté sénégalais, les [autorités ont annoncé l'interception de plus de 5.000 personnes](#) en 2024. Le convoyeur d'une pirogue qui avait chaviré en septembre dernier au large de Mbour, avec à son bord une centaine de passagers, a été [condamné à sept ans de prison ferme](#).

Ghana : Face à une hausse récente du nombre de personnes en situation irrégulière à Accra, les services d'immigration ont procédé à [l'arrestation de plus de 2.000 personnes](#) qui, en majorité, vivent dans la capitale dans une grande précarité. La crainte d'infiltrations terroristes dans ce pays aux frontières poreuses accentue la méfiance.

Manche: la [France envisage de mener des interceptions en mer](#), opérations impossibles aujourd'hui car le droit de la mer interdit à la police française d'agir en mer, sauf pour mener des opérations de secours. La France veut ainsi contrer le phénomène des "taxis-boats", cette technique consistant à mettre le bateau à l'eau en amont de l'embarquement pour éviter les interceptions terrestres par la police.

France: une [opération de contrôle renforcé dans les transports](#), ordonnée par le Ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, s'est conclue, après 48h, sur l'interpellation de 691 personnes. Une

centaine d'entre elles ont été reconduites aux frontières, une trentaine ont été placées en rétention, le reste a été relâché. Les associations ont dénoncé une opération xénophobe, s'apparentant à des « rafles ». Ce type de contrôles dans les transports se pratique déjà de manière quotidienne dans certaines zones frontalières, notamment [entre la France et l'Italie](#). Au même moment, la Cour européenne des droits de l'homme a [condamné la France pour un contrôle d'identité discriminatoire](#), le plaignant avait été contrôlé trois fois en dix jours en 2011.

Belgique: Dès cet été, la Belgique va renforcer [les contrôles à l'entrée sur son territoire dans le cadre de la lutte contre l'immigration irrégulière et l'immigration secondaire](#) (personnes qui bénéficient déjà d'un statut de demandeur d'asile ou de protection dans un autre pays de l'UE ou qui y ont introduit une demande).

Hongrie: La Commission européenne a [saisi la Cour de justice de l'UE contre la Hongrie pour non-respect des lois de l'UE](#) en matière migratoire. En 2023, le gouvernement avait adopté un décret prévoyant la remise en liberté de milliers de passeurs, à la condition qu'ils quittent le pays dans les 72 heures. Plus de 2 400 trafiquants ont été relâchés via ce texte en deux ans.

Disparitions, sauvetages

Canaries: nouvelle découverte macabre sur la côte d'une île des Caraïbes après la découverte de [onze corps avec des passeports maliens](#). 15 jours après, nouvelle embarcation trouvée [au large du Venezuela](#), 14 corps inertes à bord. [Le Conseil insulaire de Gran Canaria a d'ailleurs rendu hommage aux victimes d'un naufrage](#), le président du Conseil, Antonio Morales, ayant appelé à « *des moyens légaux pour que les îles Canaries cessent d'être une route de mort (...)* Nous ne pouvons pas continuer à perpétuer les inégalités que nous encourageons dans ce monde développé, en faisant de cette situation une routine. ».

Tunisie: suite à la découverte d'une [dizaine de corps sur des plages de Mahdia et Sfax](#), dans le centre-est du pays, le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), une association qui vient en aide aux migrants en Tunisie, regrette que les autorités n'aient pas communiqué sur ce sujet et demande plus de "transparence".



Allemagne: le g... annoncé mettre [fin à son soutien financier aux ONG allemandes de sauvetage en Méditerranée](#), suscitant l'indignation des organisations concernées, qui rappelle le climat de criminalisation dans lequel elles interviennent désormais.

Grèce: A l'issue de deux ans d'enquête, des [poursuites pénales sont engagées contre 17](#)

[gardes-côtes grecs](#) pour leur responsabilité dans le naufrage d'un chalutier en juin 2023 qui a entraîné la mort d'au moins 600 migrants. Une avancée majeure selon les ONG.

Italie/Libye: La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a déclaré qu'une plainte de

migrants [accusant l'Italie de les avoir refoulés "par procuration" vers la Libye](#) lors d'un sauvetage en mer en 2017 était irrecevable, le sauvetage s'étant déroulé dans les eaux internationales et la zone n'étant pas "de facto sous le contrôle effectif de l'Italie".

Expulsions / retours / relocalisatio

Niger: en mai, près de [800 personnes ont été expulsées](#) par les autorités libyennes vers le Niger, et [plus de 16.000](#) personnes depuis l'Algérie entre avril et mai, soit plus de la moitié des 31.000 personnes refoulés sur toute l'année 2024 par Alger. [Alarme Phone Sahara et le Réseau Maghreb Sahel](#) sur les migrations ont lancé un appel à respecter les droits des personnes expulsées.

Le [Niger envisage aussi de rapatrier dans leur pays d'origine plus de 4.000 personnes](#) expulsées d'Algérie d'ici juillet, en collaboration avec l'OIM, pour « éviter une désastre humanitaire ».

Mauritanie: Depuis le début de l'année, [322 personnes ont bénéficié d'un "retour volontaire"](#) de l'OIM (150 en 2024 sur la même période). Cette hausse s'explique notamment par la politique d'expulsions mise en œuvre par Nouakchott.

Sénégal: Entre janvier et avril, [591 Sénégalais ont été rapatriés "volontairement"](#) selon le Bureau d'accueil, d'orientation et de suivi des Sénégalais de l'extérieur et des migrants (BAOS), plus de 85% étant des hommes.

Tunisie: en visite en Tunisie, la directrice de l'OIM a salué le "partenariat stratégique" avec Tunis, faisant [référence aux résultats obtenus ces derniers mois en matière de "retours volontaires"](#), sans mentionner la situation dramatique des exilés dans le pays. En complément, les autorités ont annoncé commencé à [fournir des billets d'avion aux « migrants africains irréguliers](#)" pour qu'ils rentrent dans leur pays d'origine, sans passer par l'OIM.

Libye: de [nouveaux vols de retour](#) ont été organisés, cette fois-ci depuis la ville de Sebha, plus de 300 ressortissant.e.s tchadiens et maliens sont repartis dans leur pays d'origine, avec l'appui de l'OIM. Selon l'OIM, depuis le lancement de son programme de retour volontaire en 2015, plus de [10.000 personnes sont rentrées dans leur pays par le biais de ce programme](#).

France: Pour réduire le nombre de détenus enfermés dans les prisons françaises, le ministre

The New Humanitarian |

The New Humanitarian publie une enquête selon laquelle le [système de gestion des cas de réadmission géré par l'OIM pourrait avoir été utilisé pour expulser des personnes qui avaient l'autorisation légale de rester](#) dans l'UE, ainsi que des demandeurs d'asile qui ont seulement accepté d'être renvoyés chez eux pour éviter la détention. Bien que ces cas ne représentent qu'une petite fraction de cas, ils mettent en évidence le potentiel de l'outil à faciliter les violations des droits, y compris les expulsions vers des pays où les demandeurs d'asile sont susceptibles d'être persécutés.

français de la Justice, Gérald Darmanin, envisage la ["nécessaire expulsion" des détenus étrangers](#), ce qui revient à une double peine pour ces personnes qui, condamnées à la prison, sont aussi expulsées du territoire.

Portugal: Autrefois pays d'accueil, le Portugal voit sa politique migratoire se durcir. Illustration récente quelques jours avant les élections législatives de mai, quand le gouvernement sortant a annoncé son projet [d'expulser à court terme environ 18 000 étrangers](#) en situation irrégulière dans le pays.

Allemagne: le nouveau gouvernement [maintient les refoulements aux frontières](#) décidés en mai, malgré la décision d'un tribunal administratif local qui avait constaté leur illégalité. Un [récent rapport](#) coécrit avec le Centre international d'études sur les conflits de Bonn (BICC) appelle à [reconsidérer ses contrôles aux frontières](#): *"Lorsque un migrant est refoulé, il ne rebrousse pas chemin, "il réessaie encore et encore, jusqu'à ce qu'il arrive dans le pays".*

UE: la récente réforme de la directive retour suscite les inquiétudes de nombreuses organisations ([positionnement de Caritas Europa](#)), notamment car elle fait prévaloir les retours forcés sur les retours volontaires, « *instaurant une approche punitive et sécuritaire qui conduira à la détention systématique, y compris pour les enfants et les familles, et restreindra considérablement les droits des migrants* ». Le HCR a pour sa part salué cette nouvelle réforme, approuvant la création de centres de retour tout en formulant des recommandations. Les organisations de la société civile sont très préoccupées par [cette approbation par le HCR](#).

Aussi, la proposition de [réforme de la définition de « pays sûrs »](#) a été rendue publique et provoque des réactions. Elle prévoit notamment que le transit par un pays tiers sûr avant d'atteindre l'UE peut désormais également être considéré comme un lien suffisant pour appliquer la notion de pays tiers sûr. Si elle est adoptée, cette réforme facilitera la réaffectation

des responsabilités de l'UE en matière d'asile vers des pays tiers, même si les personnes en quête de protection n'ont aucun lien avec ces pays.

Etats-Unis: Le Président Trump poursuit sa politique d'expulsion en négociant avec différents pays, notamment le [Rwanda](#), le [Soudan du sud](#), la [Guinée Equatoriale](#), voire même la [Libye](#) selon certaines sources, pays qui pourraient donc recevoir des personnes en situation irrégulière aux Etats Unis, mais originaires de différentes nationalités (pas seulement africaines).

Albanie/Italie: Le Sénat italien a finalement donné son [accord définitif au décret dit « Albanie »](#), après le feu vert donné par la Chambre basse le 15 mai. Cette mesure permet aux centres italiens en Albanie d'être utilisés comme centres de rapatriement. Début mai, pour la première fois, [5 ressortissants égyptiens ont été expulsés depuis le centre albanais de Gjadër](#) vers leur pays d'origine. Mais ce transfert, passé sous silence par Rome, est jugé illégal par les opposants au projet.

Détention / enfermement

France: Le Sénat a voté une proposition de loi pour [retirer aux associations présentes dans les centres de rétention administrative \(CRA\)](#) leur mission de conseil juridique aux étrangers retenus en vue de leur expulsion. Si le texte est adopté, cette mission sera confiée à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), organisme placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Chaque année, ces organisations portent conseil à près de 40.000 étrangers en situation irrégulière, mais le ministre de l'intérieur considère qu'elles « *outrépassent leurs missions et les retournent en réalité contre l'État en entravant son action par pur militantisme* ».



Rapport de Alarm Phone sur [l'enfermement des personnes en mobilité](#) sur la route de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique, soulignant « *les violences liées à toute forme d'enfermement, en prison, en garde-à-vue, en camp humanitaire ou encore en centre de rétention. Ces lieux fermés ne cessent d'être construits et agrandis dans toutes les pays de la région de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique* ».

03 | Accueil, protection, intégration

Premier accueil

Niger: Le HCR a mis [fin début juin aux distributions de coupons alimentaires dans le centre d'Agadez](#) – excepté pour les plus vulnérables et justifie cette décision pour pousser les exilés "vers une plus grande autonomie".

Burundi / RDC: Des milliers des réfugiés congolais rencontrent [d'importants défis dans le](#)

[camp de Musenyi, au sud du Burundi](#), notamment en matière d'accès aux ressources alimentaires, à l'eau potable, à des installations d'assainissements adéquates ainsi qu'à l'éducation. L'arrivée de ces réfugiés est la plus importante que le Burundi ait connue depuis des décennies

Canaries: La Cour suprême a menacé l'État de sanctions si elle ne prenait pas des mesures urgentes pour permettre [d'enregistrer les demandes d'asile des 5 500 mineurs entassés dans les centres d'hébergement](#) de l'archipel des Canaries. Quelques jours avant, la justice avait ordonné la [fermeture d'un centre pour mineurs isolés](#) suite à des accusations de coups et blessures, menaces, harcèlements, traitements humiliants et dégradants.

France: Le tribunal administratif de Lille (nord) a rejeté une demande de trois associations d'aide aux migrants de Calais qui [réclamaient un "dispositif adapté" dans le ramassage des ordures des camps](#) de la ville. Les associations estiment que les moyens mis en place sont

insuffisants et provoquent "des situations graves d'insalubrité". Par ailleurs, les tensions dans les campements se sont illustrées mi-juin par une fusillade ayant causé un décès et plusieurs blessés, dont un bébé. Les organisations sur place soulignent une [hausse des tensions ces dernières semaines](#), coïncidant avec des démantèlements plus fréquents, des destructions de lieux de vie chaque semaine. Aussi, le leader d'un parti britannique d'extrême droite s'est livré à une [opération d'intimidation des associations d'aide aux migrants à Calais](#). Si les provocations sont restées verbales, les bénévoles s'inquiètent d'une hostilité croissante de certains Britanniques qui ont fait de l'immigration irrégulière leur fonds de commerce.

Asile, Séjour

Côte d'Ivoire: du fait de la crise des financements internationaux, [un bureau du HCR, qui appuie les réfugiés installés en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Bénin et au Togo, va cesser l'essentiel de ses activités](#). Près de 184.500 personnes bénéficiaient de son aide. Une conférence ministérielle se tiendra à Lomé début juillet, pour mettre en place une stratégie sous- régionale pour la gestion des réfugiés.

Ukraine: L'UE prolongera jusqu'au 4 mars 2027 la [protection temporaire actuelle](#) des citoyens ukrainiens déplacés en raison de la guerre.

[proposition concernant la régularisation des personnes en situation irrégulière](#) qui se trouvaient dans le pays avant le 31 décembre 2024, 500.000 personnes pourraient être concernées. Cette proposition s'appuie sur une initiative citoyenne également soutenue par Caritas Espagne.

France: une nouvelle circulaire ministérielle vient [restreindre l'accès à la nationalité](#), posant de nouvelles conditions comme la maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral, examen civique, l'"exemplarité du parcours" du demandeur, l'"insertion professionnelle" sur cinq ans. Aussi, la [Guinée est désormais le premier pays africain dont sont originaires les demandeurs d'asile en France](#). Le nombre de Guinéens demandeurs d'asile a bondi de près de 50% en un an.

Allemagne: la première mesure du nouveau gouvernement en matière de migration a été la [suspension temporaire du regroupement familiale](#) pour les réfugiés, touchant ainsi les personnes bénéficiant d'une protection subsidiaire qui, avant la loi, pouvaient faire venir leurs familles.

Italie: le [référendum destiné à faciliter la naturalisation des personnes étrangères](#) vivant dans le pays a tourné court, faute de participation suffisante (30 % des électeurs se sont rendus aux urnes, il en fallait 50 % pour que le scrutin soit pris en compte). La Première ministre d'extrême droite Giorgia Meloni avait appelé à l'abstention.



Rapport annuel de l'organisation espagnole CEAR qui poste [l'Espagne en pays le moins offrant au sein de l'UE en matière d'asile](#), avec un taux de reconnaissance de 18,5% des demandes approuvées en 2024. Dans l'UE, le taux de reconnaissance de l'asile s'élève à 46,6 %.

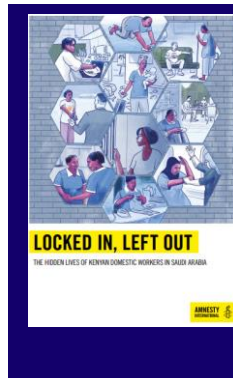
Espagne: promulgation de [la réforme de la législation relative à l'immigration](#), qui viendra faciliter l'accès au permis de séjour pour les étudiants, les travailleurs, les familles et les personnes en situation irrégulière. Néanmoins, [Caritas Espagne](#), en collaboration avec d'autres organisations, a saisi la Cour suprême contre certaines dispositions qui portent notamment atteinte aux demandeurs d'asile déboutés. Aussi, le gouvernement espagnol a transmis aux groupes parlementaires du Congrès le [projet de](#)

Intégration - protection

Europe: une [étude publiée dans le New England Journal of Medicine](#) alerte de la plus grande épidémie de diphtérie en Europe depuis 70 ans. Son origine serait liée à une augmentation des cas de diphtérie, apparue en 2022 parmi les personnes exilées, et qui s'est propagée à d'autres populations vulnérables dans plusieurs pays. L'Institut Pasteur rappelle l'importance d'assurer des niveaux de [vaccination adéquats](#), en particulier parmi les populations vulnérables.

Travail

Kenya : [radiation de 32 agences chargées d'envoyer des travailleurs à l'étranger](#), accusées d'escroquerie. Fin 2024, le ministre Alfred Mutua avait promis d'envoyer « *un million de Kényans travailler à l'étranger chaque année* », notamment en Jordanie, en Australie, en Arabie saoudite, au Qatar et en Allemagne.



Rapport de Amnesty International « [Enfermées, laissées pour compte : la vie cachée des travailleuses domestiques kényanes en Arabie saoudite](#) », qui détaille les conditions d'exploitation dont sont victimes de nombreuses kényanes, mais aussi harcèlement, vol, et viol.

04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Tendances mondiales

Dans un [communiqué publié par le Bureau des Affaires Humanitaires](#) (OCHA), l'ONU annonce une révision drastique de son plan d'aide humanitaire mondial et son intention d'« hyperprioriser » l'aide. Des discussions sur le sujet auront lieu lors de la [4e Conférence internationale sur le financement du développement organisée à Séville début juillet](#). La [dette des pays pauvres](#) est d'ailleurs pointée comme une menace majeure pour le continent africain. 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui dépensent plus pour rembourser leur dette que pour leur budget de santé.



General Assembly
Security Council

[Rapport des Nations Unies](#) sur les enfants et les conflits armés (2024) qui point une hausse sans précédent (25% par rapport à 2023, année record). Dans ce rapport, l'ONU répertorie, chaque année, les violations des droits des enfants dans une vingtaine de zones de conflit et dresse, en annexe, la « liste de la honte » des responsables de ces violations, qui incluent enfants tués et mutilés, recrutements, enlèvements, refus d'accès humanitaire ou violences sexuelles.

Afrique

Afrique/Chine: en contrepied de la politique de Donald Trump, les autorités chinoises ont annoncé vouloir [supprimer les droits de douane sur l'intégralité des importations en provenance d'Afrique](#). Pour autant, l'impact réel de cette mesure reste à nuancer, la compétitivité des produits chinois étant difficile à égaler. Il s'agirait donc plutôt d'une mesure symbolique.

Afrique du Nord

Maroc: lors d'une visite du chef de la diplomatie britannique au Maroc, le Royaume Uni a finalement [rallié le plan marocain sur la Sahara occidental](#), alors qu'il considérait jusqu'à présent le statut du Sahara occidental comme « indéterminé ».

Mauritanie: [condamnation à 15 ans de prison ferme](#) pour l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz (2008-2019) pour avoir abusé de son pouvoir afin d'amasser une immense fortune. Par ailleurs, c'est un

ancien ministre de l'économie et des finances, Sidi Ould Tah, qui a été [élu président de la Banque Africaine de Développement](#).

Afrique de l'Ouest

CEDEAO: fin mai, l'organisation [a célébré ses 50 ans d'existence](#), dans un contexte de bouleversements sécuritaires et diplomatiques, le durcissement des droits de douane américains et une baisse de l'aide internationale.

Burkina Faso: annonce d'une [nouvelle tentative de putsch](#) suite à laquelle le capitaine Ibrahim Traore a demandé à son voisin tchadien un contingent de 200 soldats pour assurer sa sécurité, n'ayant plus confiance totale en sa garde.

Une nouvelle fois, [Human Right Watch accuse l'armée du massacre](#) de plus de 130 civils, peuls, en mars 2025.

Côte d'Ivoire: en vue des élections présidentielles d'octobre, alors que les deux principaux [partis de l'opposition \(le Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire \(PPA-CI\) de Laurent Gbagbo et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire \(PDCI\) de Tidjane Thiam\) font officiellement front commun, Alassane Ouattara](#), 83 ans, entretient le suspense sur sa candidature. Contrairement aux trois précédentes élections présidentielles, la Côte d'Ivoire a [décidé de financer seule, sans aide extérieure, ce scrutin](#). L'opposition dénonce une manœuvre visant à se soustraire au « droit de regard » des partenaires internationaux.

Par ailleurs, les autorités ont annoncé la découverte d'un [gisement aurifère de « classe mondiale »](#), à Doropo, à moins de 10 kilomètres de la frontière avec le Burkina Faso, ce qui pourrait permettre au pays de diversifier son économie. Pour la première fois en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire a officiellement lancé une [bourse des matières premières agricoles](#). En principe, ce mécanisme est censé garantir une meilleure rémunération aux producteurs. Le secteur agricole va d'ailleurs devoir se conformer à partir de fin 2025 à une [nouvelle réglementation européenne qui conditionnera l'importation de certains produits](#) vers l'UE à la preuve que les cultures ne sont pas issues de zones déboisées après 2020.

Guinée: Un [projet de nouvelle Constitution](#), qui doit être soumis à un référendum en septembre, a été présenté au chef de la junte, le général Mamadi Doumbouya. Son contenu n'a pas encore été révélé mais pourrait permettre au chef actuel de se présenter aux élections. Par ailleurs, les [tours de vis se resserrent à l'encontre de toute voix discordante à celle du pouvoir](#) en place. Des enlèvements, [détentions arbitraires](#),

tortures et disparitions ont été dénoncées. Sur le plan économique, l'Etat entend reprendre la main sur le secteur minier, via le retrait de permis de recherche ou d'exploitation à une centaine de sociétés qui ne respectaient pas leurs obligations, ainsi que le développement des capacités de transformation locale des minerais.

Liberia: dans un effort de "réconciliation nationale", [l'ancien président du Liberia Samuel Doe a fait l'objet d'un hommage officiel](#). Sa mort avait constitué l'un des épisodes les plus macabres des deux guerres civiles qui ont ravagé le pays entre 1989 et 2003, faisant 250 000 morts.

Mali: Adoption d'un [projet de loi accordant sans élection un mandat de cinq ans renouvelable](#) au général Assimi Goïta, chef de la junte au pouvoir, alors qu'il s'était engagé à remettre le pouvoir aux civils au plus tard en mars 2024. Quelques semaines auparavant, la [justice malienne avait rejeté les recours](#) qui avaient été présentés suite à la [dissolution de 297 formations politiques décidée le 13 mai](#) par les autorités.

Sur le plan sécuritaire, plusieurs raids sanglants ont eu lieu, notamment dans la zone de [Tombouctou](#).

Niger: plusieurs attaques ont endeuillé le pays, notamment [près de la frontière malienne](#) et vers [Tillabéri](#), dans la zone des « trois frontières ». Début juin, [le CICR a annoncé la fermeture de ses portes](#), à la demande des autorités.

Nigeria: L'état de [Benue](#) et celui du Plateau, dans l'est et le centre du pays, ont de nouveau été le théâtre du conflit larvé entre éleveurs peuls musulmans et agriculteurs sédentaires - principalement chrétiens -. [Selon Amnesty Internationale](#), les attaques djihadistes et de gangs ont fait plus de 10.000 morts en deux ans au Nigeria, la majorité dans ces deux régions, les deux types de violence s'entremêlant de manière insidieuse. Dans le nord-ouest du pays, dans l'état de Zamfara, une centaine de morts sont à déplorer suite à des [affrontements entre un gang et des forces de sécurité](#). Quelques jours auparavant, [l'état de Katsina](#), voisin, avait conclu un accord de paix avec des gangs afin de mettre fin à des années de violence.

Sur le plan économique, les startups nigérianes, connues pour le dynamisme qu'elles insufflent au pays, sont mises en difficulté face à [l'émigration massive des jeunes](#). L'actuelle crise

économique, la pire des trente dernières années, est un moteur majeur de ces départs.

Sénégal: dans un contexte [de tension entre le pouvoir et l'opposition](#), 700 représentants de partis, de la société civile et de syndicats, mais aussi des experts et des universitaires, se sont réunis dans le cadre de la [« Journée du dialogue national »](#). La « rationalisation » des partis politiques, le « statut » de l'opposition, la révision du système de parrainage nécessaire pour être candidat à la présidentielle, et la transformation du Conseil constitutionnel en Cour constitutionnelle, y ont été débattues.

Afrique centrale

Tchad: la [justice menace de poursuites les journalistes](#) enquêtant sur un massacre d'éleveurs qui avaient fait 42 victimes en mai. Ces derniers mois, plusieurs journalistes ont fait l'objet d'arrestations et certaines organisations parlent de « vague de répression ».

Afrique du sud et australe

RDC/Rwanda: sous pression américaine, la [RDC et le Rwanda ont finalement signé un accord de paix](#) à Washington le 27 juin. Le détail de cet accord n'a pas encore été dévoilé. Début juin, le Rwanda avait annoncé son [retrait de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale](#), dénonçant une dérive de l'organisation

Sierra Leone: [3.011 cas de mpox](#) recensés depuis le début de l'année, dont 14 personnes mortes après avoir contracté le virus.

Togo: Lors de manifestations contre le pouvoir, fin juin, au moins [sept personnes ont été tuées et des « dizaines » d'autres blessées](#), selon des organisations de la société civile. Ces deux derniers mois, lors d'autres manifestations dénonçant les « dérives monarchiques » du pouvoir, des témoignages ont fait état de plusieurs [arrestations arbitraires](#). Début mai, le président Faure Gnassingbé avait [prêté serment comme président du conseil des ministres, une nouvelle fonction sans limitation de mandat](#).

régionale en faveur de la RDC. Début mai, une vaste [opération de rapatriement de réfugiés rwandais en RDC](#), coordonnée par le HCR, avait été lancée, concernant pour la plupart des personnes qui avaient fui le pays après le génocide de 1994. Certains de ces rapatriés [dénoncent les conditions de leur retour](#).

Environnement

Maroc/sécheresse : Pour la première fois en près de trente ans, le roi du Maroc a appelé à [renoncer au sacrifice des moutons à l'occasion de l'Aid-el-Adha](#) en raison d'une sécheresse persistante ayant provoqué une baisse du cheptel.

Inondations: des pluies torrentielles en RDC ont provoqué des inondations faisant des centaines

de morts à [l'est](#), ainsi que dans la capitale [Kinshasa](#). [L'Afrique du sud](#) a également été touchée, avec 86 personnes mortes. De fortes pluies ont également provoqué des crues dans le nord du Nigeria faisant plus de [700 personnes disparues, plus de 200 morts](#). Presque 2 mois après, le bilan des dégâts reste incertain.

05 | Actualités du RAEMH et du réseau Carita

A lire sur notre site des articles préparés par nos membres

Un hommage au Pape François a été publié suite à sa disparition le 21 avril dernier, à consulter [ici](#).

Les célébrations de plusieurs journées mondiales ont été l'occasion de mettre en lumière la situation dans différents pays du RAEMH :

Au Mali, lors de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (LGBTI+) , la Maison du Migrant de Gao a souhaité attirer l'attention sur [la vulnérabilité extrême des personnes LGBTI+ dans les contextes migratoires sahéliens](#).

Le 17 juin, dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre la sécheresse et la désertification, Caritas Mauritanie a mis en lumière les [réalités vécues par les communautés des zones arides de Mauritanie](#).

A l'occasion de la journée mondiale du réfugié, le 20 juin, Caritas Italie a publié l'article "[Couloirs humanitaires : l'engagement de Caritas Italie pour une migration digne et solidaire](#) ».

www.raemh.org